

# MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



OBJET DU MARCHÉ :

### **MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE SUR LES ASPECTS TECHNIQUES ET FINANCIERS**

**Programmation, aide à la passation et à l'exécution du  
marché pour l'opération Géode**

MAITRE D'OUVRAGE :

**Université Claude Bernard Lyon 1**

MANDATAIRE DU MAITRE D'OUVRAGE :

**COMUE Lyon Saint-Etienne**

92 RUE PASTEUR  
CS 30122  
69361 LYON CEDEX 07

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Table des matières

<b>Article 1 :</b>	<b>Objet de la consultation – Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 :</b>	<b>Prestations similaires et décisions de poursuivre .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 3 :</b>	<b>Clause de réexamen .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 :</b>	<b>Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 :</b>	<b>Règlement général sur la protection des données (RGPD) .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 6 :</b>	<b>Confidentialité.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 7 :</b>	<b>Régime des connaissances antérieures.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 8 :</b>	<b>Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatifs aux résultats .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 9 :</b>	<b>Conditions d'exécution des prestations.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 10 :</b>	<b>Constatation de l'exécution des prestations.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 11 :</b>	<b>Avance.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 12 :</b>	<b>Prix du marché.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 13 :</b>	<b>Modalités de règlement des comptes .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 14 :</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>11</b>
<b>Article 15 :</b>	<b>Lutte contre le travail dissimulé .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 16 :</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 17 :</b>	<b>Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 18 :</b>	<b>Protection de l'environnement .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 19 :</b>	<b>Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 20 :</b>	<b>Résiliation du marché .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 21 :</b>	<b>Exécution aux frais et risques .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 22 :</b>	<b>Dérogations au C.C.A.G. Prestations intellectuelles .....</b>	<b>13</b>

## **Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales**

### **1.1. Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Programme Technique Détaillé du projet GEODE.

**Lieu :** La majeure partie des prestations prendra lieu dans les locaux de l'entreprise attributaire.

Les réunions se dérouleront, en distanciel par visioconférence, ou sur site, dans les locaux de son siège, ceux de la maîtrise d'ouvrage initiale et/ou déléguée.

Les prescriptions techniques relatives aux missions du titulaire et leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2. Forme du marché**

Le présent marché est lancée en procédure adaptée en application des articles L 2123- 1 et R 2123- 1 du Code de la Commande Publique.

Il prendra la forme d'un marché ordinaire, à prix global et forfaitaire.

### **1.3. Décomposition en tranches et lots**

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, ni ne prévoit de Prestations Supplémentaire Eventuelle (PSE).

Il s'agit d'un marché à tranches au sens des articles R2113-4 à 6 du Code de la commande publique :

- **Tranche ferme (TF) :** Programmation technique et fonctionnelle détaillée
- **Tranche optionnelle 1 (TO 1) :** assistance pour la sélection du Maître d'œuvre;
- **Tranche optionnelle 2 (TO 2) :** analyse des études APS ;
- **Tranche optionnelle 3 (TO 3) :** analyse des études APD.

Le cas échéant, chaque tranche optionnelle sera affermie par une décision du représentant du pouvoir adjudicateur sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Le présent marché ne prévoit pas d'indemnité d'attente ou de dédit.

### **1.4. Durée du marché**

La durée du présent marché est fixée à 16 mois à compter de la date de sa notification du marché, décomposée comme suivant :

- 5 mois pour la tranche ferme
- 8 mois pour la tranche optionnelle 1
- 1 mois pour la tranche optionnelle 2
- 2 mois pour la tranche optionnelle 3.

## **Article 2 : Prestations similaires et décisions de poursuivre**

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché pourra être proposé au titulaire avant l'issue du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Des décisions de poursuivre pourront intervenir en cours d'exécution du présent marché.

### **Article 3 : Clause de réexamen**

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Prolongation du terme du marché (aléas de procédure de renouvellement, adhésion à un groupement d'achat...).
- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

### **Article 4 : Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version modifiée par l'arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics,
- L'offre technique du titulaire (les conditions générales de vente et d'achat du titulaire ne sont pas applicables),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Pièce indicative : La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)

### **Article 5 : Règlement général sur la protection des données (RGPD)**

Les règles applicables à la protection des données à caractère personnel sont fixées à l'article 5.2 du C.C.A.G.- P.I.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

### **Article 6 : Confidentialité**

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G.- P.I., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Les données et documents seront transmis au titulaire pour remplir ses obligations au titre de la commande, tout autre usage lui est strictement interdit notamment les éventuelles opérations de communication (communiqué de presse, article divers, conférences...)

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentiels les documents de toute nature, qui lui sont transmis par le pouvoir adjudicateur, quel que soit le support utilisé pour cette transmission ou la forme de cette transmission, ou qu'il a pu obtenir ou dont il a eu autrement connaissance au titre du marché.

Sont notamment à considérer comme confidentiel tout document écrit ou imprimé, logiciel, code source, donnée, étude, outil, modèle, document de type contractuel, méthode, savoir-faire ; tout échange de courrier électronique ; toute réunion, conférence, séminaire ou toute autre forme de communication orale. Les résultats issus de l'exécution du présent marché constituent des informations confidentielles du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne communiquera ces informations qu'aux personnes affectées à l'exécution des prestations objet du marché et s'engage à faire signer auxdites personnes un engagement de confidentialité par lequel celles-ci s'obligent à respecter les dispositions du présent paragraphe. Les informations confidentielles obtenues par le titulaire ne pourront être copiées, enregistrées ou dupliquées par quelque moyen que ce soit.

Aucune des dispositions du présent marché ne peut être interprétée, expressément ou implicitement, comme concédant une licence, une cession ou un quelconque droit sur l'utilisation des informations confidentielles communiquées par le pouvoir adjudicateur au titulaire ; ni comme une renonciation par le pouvoir adjudicateur, pour son propre compte ou pour le compte de ses établissements membres, à la protection des informations confidentielles par un titre de propriété intellectuelle ; ni comme une obligation pour le pouvoir adjudicateur et le titulaire de se lier contractuellement dans l'avenir.

Les informations confidentielles ainsi que leur reproduction, quelle qu'en soit la forme, demeurent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et/ou le cas échéant d'un ou plusieurs de ses établissements membres ; le titulaire s'engage à ne pas déposer ou faire déposer, en son nom ou au nom de tiers, toute demande de titre de propriété industrielle protégeant et/ou mentionnant les informations confidentielles du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où l'utilisation des informations confidentielles du pouvoir adjudicateur conduirait le titulaire à la mise au point d'améliorations ou l'obtention de résultats nouveaux liés auxdites informations confidentielles du pouvoir adjudicateur, lesdites améliorations et/ou lesdits résultats nouveaux seront la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur ou, le cas échéant, d'un ou plusieurs de ses établissements membres, et seront soumis à la confidentialité.

Le titulaire et ses collaborateurs s'engagent à restituer au pouvoir adjudicateur, à l'expiration des prestations visées par le présent document, quelle qu'en soit la cause, l'intégralité des données et/ou documents et notamment :

- les clés, badges et autres moyens d'accès qui auront pu leur être confiés.
- le cas échéant les mots de passe, codes et clés d'accès aux machines et logiciels qui leur auraient été attribués.
- tous les documents, supports lisibles par ordinateur, rapports qui leur auront été remis par le pouvoir adjudicateur ou ses mandataires, y compris les copies qui auraient pu en être faites.

Le titulaire ne conservera aucune copie des données et/ou documents mis à sa disposition par le pouvoir adjudicateur.

Il est entendu que, les dispositions relatives à la confidentialité ne s'appliqueront pas aux informations confidentielles pour lesquelles le titulaire pourra prouver :

- qu'il les possédait avant la date de communication par le pouvoir adjudicateur, ou
- que ces informations confidentielles étaient du domaine public avant la date de communication par le pouvoir adjudicateur ou qu'elles y sont entrées par la suite sans

qu'une faute puisse être imputée au titulaire, ou

- qu'il les a reçues sans obligation de secret d'un tiers autorisé à les divulguer, ou
- qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par le titulaire sans accès aux informations confidentielles, ou
- qu'elles devaient être transmises en raison d'une loi ou d'une réglementation applicable, ou à la demande d'une juridiction légalement compétente.

En dépit de ce qui précède, toute information faisant individuellement partie du domaine public, doit être considérée comme information confidentielle si elle appartient à une compilation, une liste ou tout autre base de données ou ensemble d'informations constituant un secret de fabrication ou une information confidentielle du pouvoir adjudicateur.

En aucun cas les termes du présent marché ne constituent un obstacle à la demande de dommages et intérêts et à la poursuite judiciaire du titulaire par le pouvoir adjudicateur en cas de violation par le titulaire des présentes dispositions relatives à la confidentialité.

Cette obligation de confidentialité survivra à l'échéance du contrat pendant une période de 10 (dix) ans, sauf à ce que les informations divulguées soient tombées dans le domaine public.

## **Article 7 : Régime des connaissances antérieures**

Les dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché.

## **Article 8 : Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatifs aux résultats**

Les dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché.

## **Article 9 : Conditions d'exécution des prestations**

### **9.1. Mise en œuvre du marché**

La notification du marché ordre de service de démarrage des prestations de la première phase de la mission.

Par la suite, le marché sera mis en œuvre au moyen d'ordres de service. Ces derniers sont signés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-P.I., les ordres de service seront transmis par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception par le titulaire.

Conformément aux articles 3.8.2 et suivants du CCAG-P.I., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier, au signataire de l'ordre de service concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul la compétence pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

### **9.2. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution du marché sont ceux précisés au CCTP, conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG-P.I. A ce titre, le marché est décomposé en une tranche ferme:

- **Tranche 1** : Programmation technique et fonctionnelle détaillée

Et trois tranches optionnelles :

- **Tranche optionnelle 1 (TO 1)** : assistance pour la sélection du Maître d'œuvre;
- **Tranche optionnelle 2 (TO 2)** : analyse des études APS ;
- **Tranche optionnelle 3 (TO 3)** : analyse des études APD.

#### 9.2.1 Affermissement des tranches optionnelles

Les tranches optionnelles seront affermies par ordre de service avant tout commencement d'exécution.

Les délais d'exécution sont définis au CCTP.

En cas de retard, l'affermissement ne pourra se faire qu'avec l'accord du titulaire. Cela ne donnera pas lieu à des indemnités pour le titulaire.

En cas de non-affermissement de la tranche, le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité. Le présent marché ne prévoit en effet pas d'indemnité d'attente ou de dédit.

#### 9.3. Prolongation des délais

Les modalités de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

#### 9.4. Prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 23.1 du C.C.A.G.-P.I., pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai de 10 jours.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant ces modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

#### 9.5. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., les prestations étant scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Conformément aux dispositions de l'article 22 et de l'article 38.3 du C.C.A.G.-P.I., l'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

#### 9.6. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées

#### 9.6.1. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées.

Le titulaire affectera à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront nommément désignées à la date de début d'exécution du marché. Parmi elles, il devra nommer un référé unique qui sera l'interlocuteur privilégié de le pouvoir adjudicateur.

#### 9.6.2. Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution du marché

Dans les conditions de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I., en cas d'empêchement de la personne affectée à l'exécution du marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à le remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

### **Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations**

#### 10.1. Réception des éléments de mission

Tous les documents et rendus intermédiaires font l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

La réception des prestations prévues au présent marché se fera conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du C.C.A.G.-P.I.

Les prestations prévues au titre de la présente mission pourront également donner lieu (en complément des dispositions de l'article 28 du C.C.A.G.-P.I.) à une réception avec réserve(s).

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appellent que des réserves qui permettent cependant l'utilisation des résultats au cours de l'élément de mission suivant, il notifie au titulaire une décision de réception avec réserves. La liste des réserves dont est assortie la décision est réputée exhaustive.

Le titulaire dispose de deux semaines pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du représentant du pouvoir adjudicateur et s'être engagé à apporter les réponses appropriées aux réserves annexées à la décision de réception au stade de l'élément suivant. A défaut d'avoir pris en compte les réserves mentionnées ci-dessus, la décision de réception peut être transformée en décision de réception avec réfaction ou être annulée.

Si le titulaire formule des observations, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le représentant du pouvoir adjudicateur est réputé avoir rejeté les observations du titulaire.

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

#### 10.2. Achèvement de la prestation

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

### **Article 11 : Avance**

Sauf refus du titulaire ou du sous-traitant admis au paiement direct, une avance sera versée selon  
*Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) – Programmation, aide à la passation et à l'exécution du marché pour l'opération Géode*



les modalités définies ci-après, correspondant à l'option A indiqué dans l'article 11 du C.C.A.G.-P.I.

L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total du marché, lorsque celui-ci est d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 10% du montant TTC du marché

Le remboursement de cette avance interviendra lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

## **Article 12 : Prix du marché**

Les prestations objet du présent marché sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement.

### **12.1. Contenu du prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-P.I., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également la participation à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement de la mission et tous les frais de déplacement.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

### **12.2. Révision du prix**

Sans objet.

## **Article 13 : Modalités de règlement des comptes**

### **13.1. Acomptes**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement de ces acomptes est calquée sur celle des tranches au marché.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

### **13.2. Demande de paiement**

### 13.2.1. Contenu de la demande de paiement

Conformément aux prescriptions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-P.I., **la demande de paiement est établie comme suit :**

- Elles sont datées, établies en un original, et comportent notamment les indications suivantes : les références du marché
- le nom et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement
- le n° du bon de commande ou de l'ordre de service
- le montant des prestations reçues, ou en cas d'acomptes, montant des prestations effectuées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement doivent reprendre les mentions suivantes :

**Université Claude Bernard Lyon 1**  
37 avenue Pierre de Coubertin  
Bâtiment ATLAS  
69622 Villeurbanne cedex

L'absence d'une des mentions obligatoires, et plus particulièrement les références du marché, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

### 13.2.2. Calcul de la demande de paiement

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire.

### 13.2.3. Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, et tel que défini à l'article 10.1. Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

**En complément du C.C.A.G.-P.I., il pourra être demandé en cours d'exécution au titulaire d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer. Cette plate-forme**

**notifie au titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission**

**La demande de paiement sera remise uniquement par voie électronique avec le système déployé pour le présent marché ou via Chorus Pro. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.**

### 13.3. Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

### 13.4. Contestation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues (solde, règlement partiel définitif et/ou décompte de résiliation), le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

### 13.5. Délai de paiement

Le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la COMUE Lyon Saint-Etienne, sauf désaccord du service gestionnaire. Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

### 13.6. Répartition des paiements

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

## **Article 14 : Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.- P.I., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.- P.I., en cas de non-respect des délais d'intervention, le titulaire subira sans mise en demeure une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.- P.I., en cas de non-respect des délais de production et remise des documents, autres que des comptes rendus, le titulaire subira sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

Le retard dans la production de comptes rendus peut donner lieu au versement par le titulaire d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 150 euros par jour de retard et par compte-rendu sans mise en demeure préalable dans le délai fixé par ladite mise en demeure.

En cas de non-respect des autres délais d'exécution, il sera fait application des dispositions des articles 14.1 et 14.2 du C.C.A.G.- P.I.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, le pouvoir adjudicateur peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 150€.

L'absence du titulaire à une réunion ou l'indisponibilité de celui-ci pour une visite dûment programmée et organisée par le maître d'ouvrage, selon les stipulations du marché, donne lieu au versement par le titulaire, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 500 euros.

Le manquement du titulaire à l'obligation de confidentialité fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que les cas cités ci-avant, le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 300 euros.

Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

### **Article 15 : Lutte contre le travail dissimulé**

L'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L. 8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé. En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

#### Avant la signature du contrat :

Le pouvoir adjudicateur sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

#### En cours d'exécution du contrat :

- 1 Le pouvoir adjudicateur demande au titulaire du marché, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, le pouvoir adjudicateur peut :

- a) Appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites suivantes :
  - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
  - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 , L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

b) Résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **Article 16 : Assurances**

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances par la production d'une ou plusieurs attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie (précisant la nature des risques couverts et les montants des garanties) avant l'attribution du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **Article 17 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-P.I s'appliquent au présent marché.

### **Article 18 : Protection de l'environnement**

Les prescriptions de l'article 7 du C.C.A.G.-P.I s'appliquent au présent marché.

### **Article 19 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger**

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

### **Article 20 : Résiliation du marché**

Les stipulations du chapitre 7 (articles 36 à 42) du C.C.A.G.-P.I. relatives à la résiliation du marché sont applicables.

### **Article 21 : Exécution aux frais et risques**

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

### **Article 22 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations intellectuelles**

Le présent C.C.A.P déroge aux articles suivants du C.C.A.G – P.I :

Articles du présent C.C.A.P qui dérogent	Articles du C.C.A.G-P.I auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4.1
Article 9.4	Articles 23.1, 23.2, et 23.3
Article 10.1	Article 28.5
Article 10.2	Article 27
Article 14	Article 14.1 et 14.1.3
Article 16	Article 9.2